



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

### Politique de santé

Question au Gouvernement n° 3108

#### Texte de la question

#### POLITIQUE DE SANTÉ

**M. le président.** La parole est à M. Éric Coquerel.

**M. Éric Coquerel.** Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, les soignants et les soignantes ont travaillé sans relâche durant l'épidémie de covid-19. Beaucoup en ont été atteints. Trop y ont laissé leur vie. Le 16 mars, Emmanuel Macron avait déclaré : « nous leur devons évidemment les moyens, la protection ». Nous savons désormais que beaucoup se sont retrouvés avec des sacs-poubelles pour seule armure.

**M. Christian Hutin et M. Pierre Cordier .** C'est vrai !

**M. Éric Coquerel.** Le 13 avril, le Président soulignait aussi que « notre pays, aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ».

Le Gouvernement a dû nous cacher les notes de bas de page de ces discours lénifiants, car nos héros d'hier se trouvent aujourd'hui en salle d'attente : les mois passent, et l'on ne voit venir ni reconnaissance accrue, ni revalorisations des rémunérations. Pire, en remettant en question les 35 heures, vous semblez expliquer aux soignants qu'ils devront travailler plus pour gagner plus. Vous aviez pourtant promis de vous réinventer. Qu'attendez-vous donc ? Il serait pourtant si simple d'écouter, pour une fois, rien qu'une, les soignantes et les soignants !

Voilà des mois, voire des années, qu'ils vous répètent avec espoir les mêmes revendications, celles qui les conduisent encore aujourd'hui à se rendre par dizaines de milliers devant l'Assemblée nationale (Mme Caroline Fiat applaudit) : revaloriser les salaires et mieux reconnaître les qualifications, développer des plans de formation et de recrutement massifs dans les hôpitaux et les EHPAD ; renforcer les moyens des établissements, arrêter les fermetures, rouvrir des services et des lits. Cessez de lanterner ! Le temps presse : le Ségur n'a rien de sûr. Écoutez-les, plutôt que de prétendre responsabiliser l'hôpital public en lui donnant plus d'autonomie ! Cette politique a été pendant des années synonyme d'austérité et a contribué à tuer l'hôpital.

Les soignants ne veulent pas être les commerciaux ou les VRP de votre *start-up nation*. Ils veulent prendre soin de leurs patients et avoir les moyens de les traiter dignement, c'est-à-dire de disposer de plus de cinq minutes par douche ou de ne pas devoir compter le prix de chaque transfusion.

Quand allez-vous les entendre et agir ? Attendez-vous que la prochaine vague épidémique frappe un système de santé qui sera tout aussi dépourvu de moyens qu'à l'heure actuelle ? (M. Jean-Paul Dufrègne applaudit.)

**Mme Caroline Fiat.** Bravo !

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé.

**M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé.** La manifestation organisée aujourd'hui est le symbole de l'attente des soignants. Cette attente est, évidemment, parfaitement compréhensible : elle l'était dès avant l'épidémie, et elle l'est plus encore depuis la grande mobilisation dont les soignants ont fait preuve ces dernières semaines et ces derniers jours pour lutter contre l'épidémie de covid-19. Leur impatience – et la vôtre – est grande. Celle du Gouvernement devant l'inaction et les errements qui ont caractérisé, ces vingt dernières années, l'organisation de notre système de soins, l'est tout autant.

Oui, notre politique de santé doit être à la hauteur de nos soignants. Nous devons prendre en considération tout à la fois la crise que traverse l'hôpital public depuis plusieurs années, la formidable résistance du système de santé face au covid-19, et toutes les lourdeurs dont il a été nécessaire de se débarrasser pour sauver des vies. Le Président de la République et le Premier ministre ont été très clairs sur ce point : l'État s'engagera à revaloriser les rémunérations des soignants, au-delà des primes déjà versées. À l'issue de la crise, un plan massif d'investissements dans l'hôpital et de revalorisation des carrières sera exécuté.

Nous devons aussi, parallèlement à cela, nous donner les moyens de transformer notre système de soins dans son ensemble, au côté de tous les acteurs de l'hôpital, du secteur médico-social et de la médecine de ville.

**M. Éric Coquerel.** On en parle depuis des années !

**M. Adrien Taquet, secrétaire d'État .** C'est vrai, mais, pour la première fois, nous prendrons l'ensemble de l'hôpital, de la médecine de ville et du secteur médico-social en considération. Je suis d'ailleurs assez étonné de vous entendre dire que la question de l'autonomie et de la gouvernance des hôpitaux ne serait pas pertinente, car il est précisément question d'associer davantage les soignants à la gouvernance des hôpitaux.

Comme vous l'avez souligné, l'ambition est forte et le calendrier est serré. Sachez toutefois que plus d'une centaine de réunions ont eu lieu depuis le lancement du Ségur de la santé, sous l'égide de Nicole Notat, que plusieurs dizaines de réunions se sont tenues dans les territoires et que près de 80 000 contributions ont été recueillies sur la plateforme que nous avons créée. Nous serons au rendez-vous de la réforme de notre système de santé. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

**M. Éric Coquerel.** Il faut un cahier des charges !

## Données clés

**Auteur :** [M. Éric Coquerel](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3108

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** Solidarités et santé (M. Taquet)

**Ministère attributaire :** Solidarités et santé (M. Taquet)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [17 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juin 2020](#)